

13 octobre ...

Il y a un an que **Dominique BERNARD**, professeur de lettres dans un lycée public, à Arras, a été assassiné par un ancien élève radicalisé qui, au nom de son dieu, l'a égorgé. Le 13 octobre 2024 était organisée la célébration de l'anniversaire du nouveau drame affreux qui a frappé de stupeur tout le monde enseignant à quelques jours de l'anniversaire de la mort, innommable, de **Samuel PATY**, décapité à Conflans-Sainte-Honorine par un jeune de même acabit ... Un programme appliqué, un mensonge proféré par une élève absente, une **hiérarchie administrative qui donne raison aux élèves et tort aux enseignants**, un doute insupportable pesant sur un prof d'histoire-géo, l'agonie de plus d'une semaine, ignorée du rectorat, pour un professeur intègre et promis à faire réussir tous ses élèves y compris les menteuses, voilà ce qu'a subi, jusqu'à la mort, Samuel PATY. Et trois ans plus tard, ça recommence ...

La violence du mouvement politique islamiste se greffe sur celle de certains jeunes encouragés par la répression tacite qu'exerce sur l'ensemble des personnels éducatifs l'administration de l'Education nationale qui semble avoir perdu de vue **le but assigné par la République à son Ecole : par l'instruction, émanciper les futurs citoyens républicains**. C'est ainsi qu'au nombre des collègues sacrifiés par **ce dysfonctionnement institutionnel**, il faut compter **Agnès LASSALLE**, professeur d'espagnol dans un établissement privé, assassinée en pleine classe par un élève dérangé et inspiré par des « voix » ... Le ministère a entrepris de remédier à cet état de fait ; il a, après l'assassinat de Samuel PATY, incité les profs à **édulcorer leurs enseignements pourtant fixés par la LOI*** et leur manière d'enseigner ! Le comble de l'hypocrisie assumée sans vergogne par les gouvernements successifs et le chef de l'État qui sont responsables des décès violents de Samuel PATY, d'Agnès LASSALLE, de Dominique BERNARD

Mal payés, dénigrés, de moins en moins respectés, les enseignants de la France et l'ensemble des personnels éducatifs qui les accompagnent sont soumis à la vindicte populaire par **l'incurie programmée de l'Education nationale** qui, au lieu de confier les postes administratifs à des candidats qualifiés comme l'atteste leur réussite aux concours, y nomme « au mérite », non pas républicain, mais **celui du plus veule des clientélismes**.

Le SNCA e.i.L. Convergence et sa fédération les Syndicats e.i.L. Convergence exigent, pour que cesse l'allongement du **calendrier des assassinats de professeurs, 22 février, 13 octobre, 16 octobre**, que le Ministère de l'Education nationale revienne aux principes qui fondent l'Ecole de la République : l'intérêt général de la Nation s'exprimant par la **LAÏCITE**, le droit de toute la jeunesse à l'instruction, égal pour tous, le droit à l'émancipation par l'enseignement reçu qui permet la liberté de conscience et le devoir de solidarité, de fraternité que donne l'investissement des citoyens dans l'éducation pour que les jeunes puissent, à leur tour, le devenir.

Capitalismus delendus est.

* Loi contenue dans le Code de l'Education